



Assemblée générale – NEUVY SUR BARANGEON – 22 septembre 2015

## RAPPORT MORAL

Bernard Rodenstein

Président

Chers amis,

Avec l'âge qui avance, chacune / chacun se sent conforté dans des certitudes qui l'habitent depuis toujours. Celle dont j'aimerais faire le cœur de mon message d'aujourd'hui, celui de mes adieux à la Fédération, est universellement répandue : « La vie n'est pas un long fleuve tranquille » !

Elle ne l'a pas été pour moi.

Elle ne l'est pour personne. Né en plein milieu de la seconde guerre mondiale, les souvenirs de mon enfance qui fut globalement heureuse, sont forcément obscurcis par les drames de la guerre et les difficultés de l'après-guerre, vécus douloureusement par ma famille lourdement endeuillée et meurtrie. Notre jeunesse et notre adolescence ont été placées sous le signe de l'austérité matérielle et d'un avenir qui devait être bâti de toutes pièces. Les solidarités fortes qui ont survécu au tremblement de terre du nazisme nous ont néanmoins donné de la joie et des richesses morales incomparables.

Je sais aujourd'hui que si j'ai choisi de faire des études de théologie à la sortie du lycée, c'est qu'il m'importait de venger ou d'honorer la mémoire de papa, dont la dépouille est restée enfouie, anonymement, dans un coin inconnu de la lointaine et terrifiante Russie. Mon engagement dans un mouvement de jeunesse chrétien m'a conduit à découvrir l'Europe et à rencontrer des personnalités merveilleuses qui m'ont fait aimer le désir de la réconciliation entre tous et de la construction d'un vaste espace géographique et humain, pacifié.

En Allemagne, en Angleterre, en Hollande, j'ai eu le bonheur de partager de grandes espérances avec des jeunes très divers qui tous étaient enthousiastes à l'idée de faire taire les armes et de forger, avec leur acier, les socs des charrues qui préparent les futures récoltes. Nous avions la tête dans les étoiles. Ce qui avait conduit nos aïeux, à plusieurs reprises, à s'affronter sur les champs de bataille et à faire couler le sang et les larmes, devait être proscrit à tout jamais. « PLUS JAMAIS CELA » proclamions-nous. La guerre, les violences, nous avions payé notre tribut et ne voulions plus de cette barbarie. La paix devait être l'objectif suprême fixé à tous nos efforts. C'est pour elle que nous voulions travailler, aimer, vivre !

Hélas, nos doux rêves se sont pour une bonne partie fracassés contre les tristes réalités des faiblesses inhérentes à tous les êtres humains. Dès lors que nous parvenions à sortir la tête hors de l'eau, nous finissions très vite par oublier nos idéaux et nos utopies vertueuses. Ce d'autant plus que la marchandisation des humains avait déjà commencé à battre son plein. Les conservatismes grand-bourgeois n'étaient de toute manière pas éradiqués, loin de là. Les grandes fortunes d'avant-guerre avaient, pour l'essentiel, sauvé leurs meubles et se pavanaient comme avant. Mai 68 fut le dernier soubresaut d'une jeune génération qui avait cru au changement et qui s'est sentie flouée par la condescendance et le mépris affichés par les réactionnaires en pleine possession de tous les pouvoirs.

Pas étonnant que le thème du changement ait encore eu un franc succès en 1981 et que François Mitterrand ait pu accéder à l'Elysée, par le courant d'air frais venu de loin. Mais ce fut aussi son chant du cygne.

Les « réalités » économiques, le poids de la finance, les égoïsmes individuels et l'aspiration profonde du plus grand nombre au « toujours plus », ont durablement fait revenir les vieilles habitudes dans nos sociétés obnubilés par l'AVOIR bien plus que par l'ÊTRE.

Le marketing, inventé aux Etats- Unis à la fin de la seconde guerre mondiale, pour favoriser l'écoulement le plus profitable possible des fameux « stocks américains », a eu raison de nos jeunes et nobles idées pour davantage de justice et de fraternité dans le monde. Fabriquer et consommer, jouir par tous les moyens, s'en mettre plein la panse, profiter de l'existence, se divertir et voyager, étaient devenus, non seulement accessibles à la masse populaire, mais un véritable devoir de citoyen. Qui voulait se rendre utile à son pays, à sa nation, devait se donner à fond dans son statut de client-roi !

La bataille était redevenue totalement inégale. Un raz de marée de la consommation a tout submergé. Sans plus se préoccuper d'éthique, de morale, de sens de la vie, de solidarité, de fraternité. Seules quelques minorités se sont accrochées vaille que vaille à ce qu'elles considéraient, aujourd'hui encore, comme les médecines les plus indispensables à la guérison du monde et de l'humanité, même si cette dernière, sous l'effet pervers et lénifiant des bonimenteurs et des illusionnistes, n'en a plus cure.

« Mangeons et buvons, car demain nous mourrons » ! Cette maxime hédoniste et fallacieuse semble avoir, aujourd'hui, remplacé partout le triptyque fondateur de la République et de la démocratie : « Liberté, Egalité, Fraternité » !

Mes rêves personnels, ce qui a motivé la consécration de ma vie aux autres et à la recherche de la meilleure harmonie possible, se sont heurtés de plein fouet à ce mur d'idioties et de perte de l'âme humaine.

Tout, depuis lors, est devenu pour moi, au quotidien, combat, lutte, affrontement. Parfois seul contre beaucoup. Je ne renonce pas et j'espère ne jamais y renoncer, à la certitude que nous pourrions tous être plus heureux, ensemble, si nous y mettions tous du nôtre. Avec du respect mutuel et des sentiments d'amitié.

A la place de ces forces- là, nous avons consenti, depuis les années soixante, à laisser revenir en nous les dérangeaisons de la concurrence, du moi surdimensionné, du « après moi, le déluge », du chacun pour soi.

Moyennant quoi nous nous retrouvons au stade où nous étions déjà souvent, dans le passé, à la veille de guerres et de catastrophes à l'ampleur imprévisible.

Ce n'est pas ce pourquoi j'ai espéré et lutté. Force m'a été faite de protester plus souvent que je ne l'aurais souhaité et mes ennemis ne se comptent plus sur les doigts des deux mains. Je crois à ce que je dis et à ce que je fais et j'en assume les conséquences plus souvent qu'à mon tour. J'ai été sur toutes sortes de fronts pour y défendre le droit de tout être de disposer d'une place à part entière dans notre univers partagé. En politique. Auprès des exilés et des migrants, avec la Cimade. En solidarité avec les miséreux de chez nous, à la tête de l'association ESPOIR. Mon unique regret est de voir partout les suites funestes, dans notre société, de tous nos mauvais choix au cours des dernières décennies.

### **Ce qui me conduit à parler maintenant de nous tous, orphelins de guerre et pupilles de la Nation.**

C'est à Jean-Paul Kirmann que je dois d'avoir constitué, en 2004, l'association des pupilles de la nation, orphelins de guerre, d'Alsace, l'APOGA. Avec André Lefèvre dont il était alors le vice-président, il est venu, en voisin, me prier de créer la section alsacienne de l'ANPNOGD. Notre spécificité était de compter dans nos rangs, des centaines d'orphelins de pères incorporés de force dans l'armée allemande du Reich. Je me suis mis au travail. J'ai remué ciel et terre pour que notre province ose porter, enfin, un vrai regard sur le drame que fut, pour quelques 300 000 jeunes alsaciens et mosellans, l'enrôlement sous contrainte dans l'armée de l'ennemi honni. Personne, à vrai dire, n'avait plus envie de rouvrir ce chapitre délicat entre tous, de notre histoire nationale et régionale. Les politiques ont tous été d'une admirable

frilosité. A Paris, disaient-ils en chœur, on nous demande de cesser de singulariser l'Alsace. Qu'elle se coule dans le moule national ! Eux donc, n'ont guère été nos alliés. Courageux, certes, mais pas téméraires. Toutes tendances politiques confondues.

Notre pire contradicteur public fut celui que nous n'attendions pas : le président de la FEFA, feu André Bord, ancien ministre du général De Gaulle, en charge de la répartition d'une belle cagnotte de 270 millions de DM versés en 1982 par l'Allemagne à la France, en dédommagement définitif des méfaits de l'incorporation de force en Alsace et en Moselle. Cette répartition s'est faite dans une opacité presque totale qui ne cesse de nous indigner. Nous savons et je l'ai rendu public à plusieurs reprises, avec des menaces de procès à la clef, que des sommes considérables, sorties de ce fonds spécialement dédié, ont servi à arroser de façon très discrétionnaire des quantités de personnes et d'associations qui n'avaient rien à voir avec l'incorporation de force, mais beaucoup avec les réseaux gaullistes dans la région. Motus bouche cousue. Tout le monde se tient par la barbichette. Mon envie d'en découdre et ma volonté de décrocher quelques millions pour les orphelins de guerre d'Alsace m'ont valu des inimitiés supplémentaires et nombreuses pour un résultat quasi nul.

Je pense que le seul acquis de ces années de confrontation réside dans le fait que l'incorporation de force est redevenue un vrai sujet d'histoire à tel point que des dizaines de communes ont baptisé des rues ou des places à ce nom et que Georges Federmann, célèbre psychiatre strasbourgeois a pu déclarer, dans un journal régional paru le 7 septembre de cette année, que s'il fallait changer quelque chose en Alsace, ce serait selon lui, d'agir en sorte que l'expérience traumatisante de l'incorporation de force soit un fait digne et non plus une expérience honteuse. J'ai fait couler beaucoup d'encre et de salive pour que cesse la confusion entre incorporés de force et *malgré-nous*. Cette distinction historique est la condition fondamentale d'une véritable compréhension du drame créé par les décrets des Gauleiter Burckel et Wagner, en Août 1942. Mais nous sommes encore loin du compte, hélas.

J'ai quitté la présidence de l'association et le conseil d'administration en 2014, par lassitude et par nécessité de me préserver contre les retombées malsaines pour mon mental, du perpétuel ressassement d'une injustice faite à nos pères et dont j'ai eu besoin de me libérer. Pour des raisons très similaires et sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure, au moment d'évoquer mon départ de notre Fédération.

C'est toujours Jean-Paul Kirmann qui vint me rechercher, en 2008, après qu'il ait lui-même quitté la Fédération de Lefebvre de laquelle j'ai claqué la porte un an auparavant, en 2007, suite au congrès calamiteux de Colmar. Je rappelle le clash violent qui a eu lieu à la tribune, quand après la lecture solennelle par André Lefebvre de la déclaration du Président Sarkozy, fraîchement élu à l'Elysée, j'ai tenté de tempérer la liesse de l'assemblée qui s'était grisée à l'annonce faite d'un règlement, « *dès que possible* », de l'affaire de notre indemnisation à tous. J'avais dit que, connaissant quelque peu le monde des politiques, la formule utilisée du « *dès que possible* » dans la bouche de quelqu'un qui avait tous les pouvoirs en main, voulait tout dire et ne rien dire à la fois. J'ai échappé à un furieux étripage ce jour-là mais nous n'avions plus rien à faire à l'ANPNOGD.

Avec les Vosges et l'APOGA, nous avons posé les fondements de la FPN, la fédération (sous-entendu : nationale) des pupilles de la nation, orphelins de guerre.

Cette « fédération-bidon » comme l'a aimablement qualifiée le vilain jaloux vindicatif de la Meuse, s'est rapidement développée et a obtenu la pleine reconnaissance des pouvoirs publics. Au même titre que l'ANPNOGD et « Les fils des tués ». C'est une petite fierté. De même que je ne suis pas peu fier d'avoir pu, l'an dernier, obtenir de la FNAM, la Fédération André Maginot, une rencontre et des démarches communes aux quatre Fédérations sus nommées. L'idée était que notre rassemblement, après que notre désunion ait pu faire le jeu de l'Etat et de ses représentants, nous ouvrirait les portes d'une nouvelle négociation. L'an dernier, à Caen, j'y croyais encore. D'autres que moi également dans les autres fédérations. Mais le rideau est tombé au cours d'un entretien que j'ai eu, en début d'année 2015, avec M. Pascal

Joseph, conseiller de M. Todeschini, secrétaire d'Etat aux anciens combattants. La phrase qu'il m'a dite a sonné comme un glas dans ma tête.

**« Nous devons, a-t-il martelé au nom des autorités politiques de notre pays, SANCTUARISER coûte que coûte le drame de la Shoah ».**

Je pense que tout le nœud de notre problème se tient là !

Beaucoup d'entre nous ont été scandalisés, dès le décret de Juillet 2000, par le traitement « de faveur » accordé aux enfants de parents juifs morts en déportation. Ils ont souligné que les souffrances des orphelins étaient les mêmes pour toutes les victimes de la folie nazie.

De nouvelles protestations se sont élevées en 2004, lorsqu'un nouveau décret a rendu les orphelins des déportés politiques bénéficiaires de la même mesure, puis lorsque les enfants des harkis ont fait l'objet d'une indemnisation spécifique.

Personne n'a jamais songé à trouver anormal que l'Etat compense un tant soit peu les douleurs subies par les fils et les filles des tués. Ce que nous contestons c'est que certains sont indemnisés et d'autres non !

J'ai pleinement partagé avec vous tous la revendication d'une parfaite égalité de traitement entre tous.

Jusqu'au jour, il y a un peu plus d'un an, où avec les autres fédérations et avec la FNAM, je me suis rendu compte d'un certain nombre de problématiques qui m'ont perturbé et conduit à assouplir ma position.

Du côté des pouvoirs publics, il m'était devenu évident qu'ils jouaient la montre. A droite et à gauche, pas la moindre concession à nos demandes mille fois réitérées. Les réponses « copiées-collées » pour nous éconduire ne variaient que dans les argumentaires. Ils choisissaient, au hasard, l'état des finances du pays, le fait que nous avions déjà été indemnisés ou la douleur spécifique des victimes de la Shoah. C'était selon !

Avec Madame Zanetti, l'un des rapporteurs de la loi de finances pour 2015, il m'avait semblé que nous tenions le bon bout. Oh, pas l'indemnisation des décrets de 2000 et de 2004. Des choses plus symboliques comme la retraite du combattant ou la demi-part fiscale. Mais RIEN ! Absolument rien. Le dernier courrier officiel que j'ai reçu est signé du ministre des finances en date du 21 mai 2015. Il me dit qu'il soumet nos demandes à l'examen attentif de ses services. Du vent !

Et je reviens à mon entretien avec le conseiller du ministre au début de cette année. De ce jour date mon intime conviction que plus rien ne bougera désormais. « Sanctuariser » la Shoah ! Ce mot d'ordre est général au niveau de l'Etat. L'indemnisation de Juillet 2000 n'a qu'une explication : le drame des familles juives n'a rien à voir avec une guerre ordinaire. Les exactions contre elles sont d'une autre nature. Leur extermination programmée aurait eu lieu même sans la guerre en Europe et dans le monde. L'idéologie hitlérienne de la race prétendument supérieure, commandait la mise à mort des « sous-hommes », les juifs en premier, mais aussi les tziganes, les homosexuels, les aliénés.. La guerre n'était que l'opportunité qu'il a saisie pour mener de front sa campagne de « purification ethnique ».

Autant les guerres opposent des nations devenue ennemies, autant Hitler a déclaré la mise à mort de certains groupes humains sur leur seule appartenance à une religion ou à une communauté particulière dont les caractéristiques ne lui revenaient pas. Nos parents à nous sont morts, bombardés, fusillés, exécutés, torturés, emprisonnés, parce que français. Ils ont eu à payer leur tribut à la guerre de par leur intégration dans une nation déclarée ennemie avec laquelle l'Allemagne est officiellement entrée en guerre, avec tous les carnages que cela entraîne.

Je regrette, chers amis, de n'avoir pas mieux réussi à décrypter, mieux et bien plus tôt, les origines de la distinction subtile qui nous est opposée. Nos parents sont morts parce que français haïs par les nazis et les juifs sont morts parce que juifs haïs. Dans le premier cas, c'est le fruit d'une guerre. Dans le second le fruit d'une idéologie criminelle.

Pour la guerre, les veufs et les veuves ont été indemnisés, de même que les orphelins jusqu'à leur majorité. Pas grandement, mais la nation a fait ce qu'elle avait à faire. Comme elle l'a fait pour les victimes des autres guerres, y compris celles de la première guerre mondiale.

Pour le génocide juif et tous les autres groupes visés d'extermination, il y a eu double peine, en quelque sorte. La guerre d'abord, la décision d'extermination pour crime d'appartenance « raciale ou religieuse » de surcroît.

Vu sous cet angle, nos indignations et nos protestations et revendications tombent d'elles-mêmes.

Elles rendent inutiles toute nouvelle démarche, politique et/ou juridique et ruinent toutes nos espérances. J'ose nous le dire avec force et clarté. Pour l'Etat, notre dossier est clos et forclos.

Sauf, si je me trompe. Et vous avez évidemment le droit de penser que je me trompe et donc aussi que je vous trompe. Mais c'est aussi la raison majeure pour laquelle je quitte mes fonctions au sein de la Fédération. J'ai cessé de croire à une victoire possible. Vous n'avez que faire à votre tête d'un président défaitiste.

En d'autres temps les gens qui n'y croyaient plus, étaient passés par les armes. Je loue le ciel qu'il n'en soit plus ainsi.

C'est la transition par laquelle je m'autorise à m'adresser encore à la Fédération, à son Conseil et à son futur président

**La Fédération a commencé à vaciller il y a un an et demi.** Les tensions internes étaient perceptibles et liées pour l'essentiel, j'ose le penser, à nos divergences stratégiques et tactiques. Je ne me suis pas caché de mon attachement profond aux valeurs démocratiques de la négociation politique. Il me paraissait nécessaire de m'adresser aux parlementaires, aux élus en général, aux ministres, au premier d'entre eux et au Président de la République. Nos archives débordent de courriers envoyés et reçus. Le nombre de déclarations votées et de motions adoptées ne se comptent plus. Nous avons voulu prendre l'opinion publique à témoin, aussi souvent que nous le pouvions. Interpellations publiques, placards dans la presse, cartes postales, manifestations diverses, y compris la marche avortée sur l'Elysée, rien n'y a fait.

Nous nous sommes rendus compte aussi, à travers ces actions, que les médias ne s'intéressent plus à notre problème. Trop ancien, m'a-t-on souvent répondu ! Que croyez-vous que les jeunes générations aient à faire avec vos histoires vieilles de 70 ans ! Cela nous a agacés. Pour nous, c'est encore très présent à nos chairs et à nos mémoires. Oui, pour nous, mais pas pour la grande majorité des citoyens qui ont d'autres chats à fouetter.

Plusieurs d'entre nous, au sein du Conseil, disent depuis belle lurette qu'ils n'attendent plus rien des politiques. Ils placent leurs espoirs en la justice. Jean-Paul Kirmann a plaidé fortement pour cette option. Nous nous sommes affrontés là-dessus. J'ai freiné des quatre fers le déclenchement de procédures judiciaires. Je ne le regrette pas mais il lui a semblé impossible, dans ces conditions, de poursuivre son action en notre sein et il nous a envoyé sa démission ainsi que celle de Danièle, son épouse, en date du 17 décembre 2014.

La Fédération, depuis lors, tourne au ralenti. Nous pensions faire revenir Jean-Paul sur sa décision. Il n'en a rien été. Du moins officiellement. Car toutes les relations n'ont pas été rompues. Il est là aujourd'hui et je m'en réjouis. Je considère que sa place est à l'intérieur de la Fédération dont il est le co-créateur.

Son tempérament vosgien le pousse à adopter une ligne plus dure. Je ne sais pas s'il a mis à exécution ce qu'il avait projeté de faire dans la commune de son père, mais il était très remonté contre le monde entier.

Pour ce qui me concerne, je ne souhaite pas entrer dans une quelconque polémique. Chacun agit selon sa conscience et en fonction de ce qu'il est, un être toujours singulier. Ma place devenant libre il n'y a plus aucune raison qu'il ne revienne pas s'impliquer avec vous. A lui de

vous convaincre d'avoir raison et de vous proposer sa vision des choses. En accord avec le Conseil, évidemment.

Car, voyez-vous, une fonction de président, ce n'est jamais évident. Au sein des assemblées qu'il préside, les attentes envers lui ou elle sont nombreuses et souvent contradictoires.

Il devrait tenir compte de tous les avis, même s'ils sont tous différents. Chacune, chacun, aimerait se reconnaître dans ce qu'il dit ou ce qu'il fait. En même temps, le président ou la présidente devrait avoir un avis bien à lui. S'il est élu, c'est pour pouvoir lui faire confiance et parfois le suivre, les yeux fermés. C'est si reposant de s'en remettre à d'autres. Oui, mais il ne devrait pas en faire de trop non plus. Quelle place laisserait-il aux autres s'il se comportait comme un autocrate ? A lui d'essayer les plâtres quand des gens sont mécontents. A la FPN on ne s'ennuie pas dans ce domaine ! A lui d'avoir la patience d'écouter et d'expliquer, encore et encore. A lui de voir plus loin que la gestion courante et d'avoir un bon réseau utilisable en cas de nécessité. Le mouton à cinq pattes. Qui n'existe heureusement pas. Un président c'est une personne. Qualités et défauts forment un tout indivisible.

Aujourd'hui, je plains le ou la président/e qui acceptera cette fonction à la FPN, en raison d'un contexte extrêmement sensible

Aucunement en raison des tensions internes que j'ai évoquées et qui ne tenaient probablement qu'au désaccord que Jean-Paul Kirmann a pu avoir avec moi. L'un des protagonistes s'éloignant, la concorde va revenir sans l'ombre d'un doute.

**Ce qui me préoccupe plus c'est la démobilisation de nos adhérents.** Ils sont nombreux à ne plus croire à l'ombre d'une indemnisation ? Pas uniquement parce que j'aurai semé la désillusion dans nos rangs. La plupart sont lucides et résignés. Des promesses, à leur âge ? A quoi bon ?

Nos existences sont sur leur déclin. Nous avons fait l'essentiel de notre parcours et nous l'avons fait sans l'indemnité « Arlésienne ». Si j'en juge par ce que je vis moi-même, je considère aujourd'hui que je me suis fait beaucoup de mal à moi-même en remuant, encore et toujours, le spectre de papa, pourtant enseveli depuis 71 ans. Nos morts ne nous en demandent pas tant. Ils sont en paix. C'est nous qui ne les lâchons pas. Et pourquoi ? Parce que l'Etat les mépriserait en nous refusant l'indemnisation ? Ou bien parce que nous nous sentons lésés ? Si oui, quelle importance ? En quoi ces sous restaureraient-ils nos parents morts ou tués ? Que peut compenser de telles pertes affectives ?

Il va falloir, dans les années qui viennent, cesser de se focaliser sur des problèmes qui ne devraient plus en être.

Nous sommes tous et toujours les victimes des autres. Nous n'avons cependant pas besoin d'être les bourreaux de nous-mêmes, pour reprendre le titre d'un livre d'Yves Corneau ! Militer plus que jamais pour le FIVIG, le fonds d'indemnisation des victimes de toutes les guerres comme nous l'avons proposé il y a quelques années en arrière. Au regard des guerres d'aujourd'hui et d'un marché de l'armement qui n'a jamais été aussi prospère, l'urgence de la création d'un tel fonds est criante. Certes, l'idée ne se vend pas facilement. Elle est trop neuve. Mais il n'est pas indispensable de réussir pour entreprendre. C'est une idée qui a l'air d'un clou. Il faut frapper longtemps pour qu'un clou pénètre dans un bois dur. Pour celles et ceux qui ont de l'endurance c'est un beau défi à relever !

Et, puisque j'évoque le contexte actuel, il ne faudra pas oublier que nous sommes observés. Dans nos familles, par nos amis, par une opinion publique toujours prompte à railler les gens qui agissent.

Quelle image donnons-nous de nous, anciens aux cheveux blancs ou sans cheveu sur le caillou, en revendiquant des sommes sous forme de rentes mensuelles qui dépassent les revenus tirés d'activités professionnelle par des centaines de milliers de personnes réduites à effectuer des temps partiels en entreprise voire qui touchent des minima de survie ? Y pensons-nous à ces galériens du monde post-moderne, à ces jeunes qui piaffent d'entrer dans un monde du travail

aux portes verrouillées, à ces milliers de migrants qui ne sont pas les bienvenus dans nos pays riches ?

Nous souvenons-nous d'où nous venons, les uns et les autres ? De toutes les solidarités, collectives et individuelles dont nous avons, un jour ou l'autre, eu la chance de bénéficier ?

La possession, le relatif bien-être, nous jouent souvent des sales tours. Ils nous enferment sur nous-mêmes et ne nous autorisent plus qu'à voir midi à nos portes. Nos petits malheurs grossissent à vue d'œil et nous prennent la tête. Nous en perdons la vue et la sensibilité aux souffrances des autres.

J'ai peur pour nous, chers amis !

Si nous ne faisons pas très attention à ce que nous demandons et à qui nous demandons quoi, demain, nous ne serons même plus une amicale dont la seule évocation comme un futur pour nous, donne des boutons à d'aucuns. Demain nous serons un club de renfrognés, de frustrés, d'aigris et de grincheux, incapables de nous réjouir de ce que nous sommes et de ce que nous avons, malgré tout, et tomberont maladivement envieux de celles et de ceux qui nous apparaissent dès aujourd'hui comme des profiteurs de nos systèmes sociaux et qui en vérité sont les oubliés d'une croissance qui a fabriqué des millions d'égoïstes chez nous et encore plus de millions de spoliés là où nous avons dérobé nos richesses.

Il y a de vrais pauvres, aussi parmi nous. Sommes-nous disposés à les servir ? Il existe des aides non négligeables dans les ONAC et à la FNAM. Allons-nous les solliciter pour tirer certains des nôtres de leur misère ? A la manière dont le font ou l'on fait une Gabrielle, une Anne Magiron que nous écouterons tout à l'heure ? Entre rien et tout, il y a des chemins de solidarité à inventer entre nous. Moins glorieux qu'une rente qui tomberait du ciel, mais plus vital pour celles et ceux qui sont livrés à eux-mêmes et qui se débrouillent sans véritables ressources. Mutualiser nos connaissances et nos moyens, ce serait un noble objectif pour une association d'anciens qui chercherait à se rendre encore utile.

Et pour terminer, les amis, mon souhait pour chacune et pour chacun d'entre nous, c'est que la paix revienne dans nos âmes.

Le désir d'être indemnisé est sans doute légitime. A partir du moment où il semble acquis que nous ne le serons pas, il est sage de renoncer aux illusions et de se tourner vers autre chose. Ce fut un rude combat. Nous l'avons mené de concert. Nous avons échoué, mais nos vies sont sauvées. Nos esprits vont devoir se remettre.

C'est ma conclusion personnelle. Elle n'engage que moi. Je suis infiniment reconnaissant pour toutes les belles rencontres et amitiés qui se sont créées en notre sein.

Je tourne une page. Il en reste peut-être encore quelques-unes à écrire. Autrement, ailleurs, sur d'autres sujets. Peu importe. Pourvu que la sérénité revienne et que forts de sa force, nous puissions, les uns et les autres, être ou devenir des repères, des références, par notre fraternité retrouvée, pour les êtres condamnés à l'obscurité des guerres, de la haine, du racisme, des violences. Ces gangrènes qui s'installent et qui tuent, partout.

Nous qui devrions être à tout jamais vaccinés contre tout ce qui divise les êtres humains et les fait se dresser les uns contre les autres, pour un oui, pour un non, nous sommes requis pour être les témoins de toutes les réconciliations possibles et de toutes les solidarités qui donnent au monde des humains, le visage de la joie et de la reconnaissance illimitée qui se trouve dans des cœurs apaisés.

Bernard Rodenstein